

Mulhouse Alsace Agglomération

Habitat
Plan Climat
Développement Durable
Emploi
Tourisme
Petite enfance
Aérodrome
Accueil des entreprises
Economie
Tram-train
Collecte
Pistes cyclables
Propreté
Transports publics
Aménagement du territoire
Zoo
Université
Périscolaire



“ **Budget primitif**
Rapport de présentation
année 2016 ”

Sommaire

Préambule	3
Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	5
1^{ère} partie – Examen du budget général	6
I - Section de Fonctionnement	6
A – Recettes et dépenses réelles	6
• Opérations de gestion	6
1) Recettes	6
2) Dépenses	9
• Opérations financières	13
B – Dépenses et recettes d’ordre	13
II - Section d’Investissement	13
A – Opérations réelles	13
• Recettes	13
• Dépenses	14
B – Opérations d’ordre	16
2e partie – Examen des budgets annexes	17
I - Budget annexe du Chauffage Urbain	17
A – Section d’exploitation	17
B – Section d’investissement	18
II - Budget annexe des Transports Urbains	18
A – Section d’exploitation	18
B – Section d’investissement	19

Préambule

A l'occasion du budget primitif 2015, pour faire face à l'augmentation de l'effort demandé par l'Etat au titre du redressement des comptes publics, le pacte fiscal de l'agglomération initié en 2013, a été renforcé sur la base de l'affirmation du choix de la préservation des services rendus à la population en agissant :

- prioritairement sur la maîtrise des dépenses de gestion ;
- sur la progression des ressources fiscales de l'ordre de 3 % en moyenne par an ;
- sur une baisse du volume des investissements sur la période de l'ordre de 20 %.

Le contexte pour 2016 reste toujours extrêmement contraint, l'Etat ayant dans le cadre de la Loi de finances 2016 confirmé la baisse de ses contributions aux collectivités locales.

Pour 2016, la baisse supplémentaire de DGF est de 3,6 M€ qui vient s'ajouter aux 3,6 M€ de 2015 et aux 1,4 M€ de 2014, soit un total de 8,6 M€ en 2016. Globalement, le montant cumulé de baisse sera de 27,2 M€ à l'horizon 2017.

La structure des charges de m2A est très rigide compte tenu des compétences exercées notamment en termes de services à la population. Elle est par ailleurs fortement dépendante de variables exogènes telles que l'évolution des charges de personnel, l'indexation des DSP, les normes d'encadrement ou l'évolution des coûts de l'énergie.

D'importants efforts d'économie et de maîtrise des charges ont été mis en œuvre dès 2013. Ils ont été poursuivis et intensifiés au cours des exercices suivants et ont guidé la préparation du budget de l'année 2016.

Notre collectivité doit par ailleurs assumer l'équilibre financier de la compétence transports urbains qui pèse pour près de 20 M€. Cette participation a pu cette année être sensiblement réduite puisqu'elle diminue de 5%, grâce aux efforts de gestion, à une évolution positive du Versement Transport (VT) et au désendettement.

La mise en œuvre conjuguée de tous ces efforts permettra aux dépenses de fonctionnement de n'évoluer que de 0,6% au BP 2016 par rapport au compte administratif 2015.

Malgré cela, la progression de nos ressources fiscales s'avère indispensable. Elle se traduira par une hausse moyenne des taux de fiscalité de 3% qui, du fait des règles de lien entre les taux, ne peut être uniforme. Cette évolution différenciée pèsera ainsi sur le taux de CFE à hauteur de 1,95% et de 5,5 % sur le taux des taxes ménage. Par ailleurs, le taux de VT continuera à évoluer de manière à atteindre 2 % en 2017.

PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

I - BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT	<i>Ordre</i>	<i>Réel</i>	<i>Total</i>
dépenses	10 601 089	211 980 215	222 581 304
recettes	315 600	222 265 704	222 581 304
INVESTISSEMENT	<i>Ordre</i>	<i>Réel</i>	<i>Total</i>
dépenses	1 038 030	48 522 211	49 560 241
recettes	11 323 519	38 236 722	49 560 241
<i>Total budget principal</i>			272 141 545

II - BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

FONCTIONNEMENT	<i>Ordre</i>	<i>Réel</i>	<i>Total</i>
dépenses	1 575 772	7 773 400	9 349 172
recettes	94 780	9 254 392	9 349 172
INVESTISSEMENT	<i>Ordre</i>	<i>Réel</i>	<i>Total</i>
dépenses	94 780	2 263 000	2 357 780
recettes	1 575 772	782 008	2 357 780
<i>Total BA chauffage urbain</i>			11 706 952

III - BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS

FONCTIONNEMENT	<i>Ordre</i>	<i>Réel</i>	<i>Total</i>
dépenses	10 614 890	51 933 830	62 548 720
recettes	2 386 885	60 161 835	62 548 720
INVESTISSEMENT	<i>Ordre</i>	<i>Réel</i>	<i>Total</i>
dépenses	4 169 155	15 223 200	19 392 355
recettes	12 397 160	6 995 195	19 392 355
<i>Total BA transports urbains</i>			81 941 075

TOTAL BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

365 789 572

1^{ère} partie : Examen du budget général

I - Section de Fonctionnement

La section s'équilibre en dépenses et en recettes à 222 581 304 €. Elle est composée d'opérations réelles, c'est-à-dire donnant lieu à décaissement ou encaissement, et d'opérations d'ordre, ne donnant pas lieu à des mouvements de trésorerie. Les opérations réelles sont réparties en *opérations de gestion, en opérations financières et en opérations exceptionnelles*. La différence entre les recettes et les dépenses réelles fait apparaître le résultat de gestion prévu pour l'exercice.

A - Recettes et dépenses réelles

Le solde des opérations réelles, soit le résultat prévisionnel de gestion sur l'exercice 2016 ressort à 10,285 M€. Ce solde sera repris dans l'autofinancement.

L'autofinancement représente ainsi 6,2 % de nos recettes de fonctionnement (hors ACTP) en 2016, contre 6,9 % au BP 2015. Le maintien d'un autofinancement à ce niveau est essentiel pour pouvoir maîtriser notre niveau d'endettement, tout en assurant la politique d'investissement soutenue décidée par la Communauté.

• Opérations de gestion

1) RECETTES

Au total, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 222 265 704 €.

Les postes principaux sont constitués par ordre décroissant :

- des recettes à caractère fiscal (chapitre 73) pour 129 003 414 € ;
- des dotations de l'Etat et autres subventions (chapitre 74) pour 51 813 424 € ;
- des produits des services et des domaines (chapitre 70) pour 31 032 220 € ;
- d'une reprise anticipée du résultat n-1 pour 6 000 000 € ;
- des autres produits de gestion courante (chapitre 75) pour 4 112 684 € ;
- des recettes liées à des remboursements de charges (chapitre 013) pour 98 000 € ;
- des produits financiers (chapitre 76) pour 194 860 € ;
- des produits exceptionnels (chapitre 77) pour 11 102 €.

Chapitre 73 - Impôts et taxes

Globalement ce chapitre se chiffre à 129 003 414 € en augmentation de 3,78 % par rapport au BP 2015. A périmètre constant (retraitement de l'inscription en REOM de Wittelsheim qui était en 2015 en chapitre 70) l'évolution est de 2,77 %.

Recette fiscale	2015 en M€	2016 en M€		Evolution 2015 / 2016
CVAE	14.88	14.24	-4.3%	Baisse de 4,3% - données communiquées par les services fiscaux
CFE	29.07	30.35	4.4%	Effet evol du taux de 1,95 % + effet évol des bases forfaitaire et physique
TASCOM	3.78	3.86	2.2%	Evol de + 2,2 %
Ressources fiscalité ménages	28.37	30.24	6.6%	Effet evol du taux de 5,5% + effet évol faifaitaire et physique
TEOM	33.72	36.01	6.8%	Evol de 3,07% à périmètre constant (effet base +1,9%) après retraitement du montant REOM pour Wittelsheim - évol des taux dans les communes concernées par la conteneurisation et le passage en CS ou porte à porte
IFER	0.86	0.89	3.4%	Evol de 3,4 %
FNGIR	11.53	11.53	0.0%	Stable
Rôles supplémentaires fiscalité	1.30	0.87	-33.1%	-
Taxe de séjour	0.50	0.60	20.0%	-
Divers	0.30	0.42	40.5%	-
Total Chap 73 Impôts et taxes	124.30	129.00	3.8%	Evol à périm constant de 2,77%

Chapitre 74 - Dotations et participations

Les ressources 2016 provenant des dotations, subventions et participations s'élèvent à 51 813 424 € en baisse de 7,09 % par rapport au BP 2015. Elles sont recensées dans le tableau ci-après.

Recette	2015 en M€	2016 en M€		Evolution 2015 / 2016
DGF d'intercommunalité	11.35	8.29	-27.0%	Baisse de 3,06 M€ qui s'ajoute aux baisses cumulées de 5,25M€ pour 2014 et 2015
Attribution de compensation Etat	1.58	1.25	-20.8%	Baisse de 20,8% soit - 328,8K€
Dotations de péréquation EPCI (ex CPS)	23.41	22.77	-2.7%	Baisse de 2,7 % soit -642K€
Reversement des communes "ex-part 2 SIZIRM"	2.35	2.35	0.0%	Stable
DCRTP	6.06	6.06	0.0%	Stable
Participation CAF Petite enfance	5.47	5.44	-0.6%	Baisse de 0,6 %
Participation CAF Périscolaire	3.74	3.67	-1.8%	Baisse de 1,8 %
Participations diverses	1.80	1.98	10.0%	Baisse de 3,9 %
Total Chap 74 Dotations et subventions	55.76	51.81	-7.1%	Baisse de 7,1%

Chapitre 70 - Produits des services et du domaine

La dotation globale de ce chapitre s'élève à 31 032 220 €, en baisse de 4,66 % par rapport au BP 2015.

A périmètre constant (retraitement de la REOM de Wittelsheim), l'évolution aurait été de - 0,83 %.

Les principaux postes qui le composent sont :

Objet	2015 en M€	2016 en M€		Evolution 2015 / 2016
Refacturations de charges de personnel (services mutualisés + budgets annexes + SIVOM + communes)	15.95	15.46	-3.1%	Baisse de 3,1 %
Tarification des services (Zoo, piscines, périscolaire, petite enfance, Pupa...)	15.92	14.97	-6.0%	A périm constant baisse de 2,1% après retraitement du montant de la REOM Wittelsheim qui était en Chap 70 en 2015 et en Chap 73 en 2016
Divers produits des services	0.68	0.61	-10.4%	Baisse de 10,4 %
Total chap. 70 Produits des services	32.55	31.03	-4.7%	Baisse de 0,8% à périmètre constant

Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante

La dotation de ce chapitre s'élève à 4 112 684 €. Elle est constituée par les recettes issues de la facturation des loyers des bâtiments communautaires et notamment les loyers du Parc Expo ainsi que par les refacturations de matériel ou d'entretien de véhicules entre la Communauté et la Ville de Mulhouse. S'ajoutent à cette liste, les refacturations liées aux sites de la Fonderie et de DMC, les recettes en provenance du parking gare ainsi que les recettes liées au Centre Sportif.

Objet	2015 en M€	2016 en M€		Evolution 2015 / 2016
Facturation pour remboursements de frais	2.03	1.72	-15.5%	Baisse des refacturations PUPA
Recettes issues de loyers et redevances	1.64	2.27	38.6%	Hausse liée à la prise de gestion du site DMC et augmentation recettes VIF et recettes parking gare (0,39M€)
Divers	0.13	0.12	-8.8%	Baisse de 8,8 %
Total Chap 75 Produits de gestion courante	3.80	4.11	8.1%	Hausse de 5,30% à périmètre constant

Chapitre 77 – Produits exceptionnels

En 2016, un montant de 11 102 € est anticipé contre 15 500 € au BP 2015.

2) DÉPENSES

Au global, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 211 980 215 € en hausse de 1,06 % par rapport au BP 2015. A périmètre constant le taux aurait été de 0,89 % et 0,6 % par rapport au CA 2015.

Les principaux postes de dépenses sont constitués par ordre décroissant des :

- charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) : 63 101 356 € ;
- charges de gestion courante (chapitre 65) : 57 989 886 € ;
- atténuations de produits (chapitre 014) : 56 922 822 € ;
- charges à caractère général (chapitre 011) : 29 613 851 € ;
- charges financières (chapitre 66) : 3 664 300 € ;
- charges exceptionnelles (chapitre 67) : 688 000 €.

En M€	BP 2015	BP 2016	Evol	Commentaires
Charges à caractère général / moyens des services	29.91	29.61	-1.0%	Baisse de 2,15 % à périmètre constant (gestion site DMC)
Charges de personnel	61.05	63.10	3.4%	Evolution de 1,22% entre le CA 2015 et le BP 2016
Charges de gestion courante / contributions au partenaires	58.00	57.99	-0.01%	Stabilité
Attributions de compensations aux communes	56.94	56.92	-0.04%	<i>Stable</i>
Charges financières	3.80	3.66	-3.6%	
Charges exceptionnelles	0.06	0.69	1046.7%	<i>Hausse en raison d'une dépense exceptionnelle</i>
Total des dépenses de fonctionnement	209.76	211.98	1.06%	Evol de 0,89 % à périmètre constant et 0,6% par rapport au CA 2015

Chapitre 012 - Frais liés au personnel

Les charges de personnel (chapitre 012) s'élèvent à 63 101 356 € soit une augmentation de 1,22 % par rapport au CA 2015.

La maîtrise des charges de personnel est indispensable malgré les progressions qui s'imposent à nous.

Ce montant agglomère l'ensemble des charges de personnel de m2A.

Il recouvre les charges liées à la rémunération des :

- agents communautaires ;
- agents mutualisés en partie refacturés à la Ville de Mulhouse ;
- agents mis à la disposition des budgets annexes ou d'autres collectivités (SIVOM) et intégralement refacturés.

Les décisions prises au plan national, le GVT et les diverses mesures locales conduisent à une augmentation automatique de 2,4%.

Ramener cette progression de 2,4 % à 1,5 % suppose que dans le cadre du dialogue social continu mis en œuvre dans la collectivité soient définies les mesures susceptibles de répondre à certaines attentes des agents (amélioration du régime indemnitaire, accompagnement de la mobilité, prévention des risques psycho-sociaux, adaptation des postes de travail...).

Tout en conduisant un plan strict de maîtrise des affectifs et de la masse salariale :

- aucun recrutement sauf nécessité de service et remplacement partiel des agents quittant la collectivité avec pour objectif premier de maintenir nos niveaux de service ;
- au 1^{er} janvier 2016, la collectivité verra le temps de travail augmenter de 42 heures par ab et par agent ;
- la mise en œuvre de cette augmentation a été déclinée sur l'ensemble des pôles et des secteurs d'activité dans un souci d'efficacité du service public.

Chapitre 65 - Charges de gestion courante

Les charges de gestion courante s'élèvent à 57 989 886 € pour 2016 en très légère baisse par rapport au BP 2015.

Ce chapitre est essentiellement constitué des participations de m2A aux organismes de regroupement auxquels elle adhère et aux contributions versées à ses partenaires associatifs.

Elle comporte également la participation du budget général au budget annexe des transports urbains qui est de 19,76 M€ ce qui constitue une baisse de 5% par rapport à la dotation du BP 2015.

Les principaux postes qui composent ce chapitre sont les suivants :

□ **Des subventions de fonctionnement pour 21,30 M€** destinées essentiellement :

- aux structures intervenant dans le cadre de la petite enfance pour 10,39 M€ ;
- au périscolaire pour 3,64 M€ ;
- au domaine de l'emploi, de l'économie, et de l'enseignement supérieur pour 2,02 M€ ;
- aux musées techniques pour 1,35 M€ ;
- à l'amicale du personnel pour 0,89 M€ ;
- au secteur du tourisme pour 0,74 M€ ;
- aux fonds de concours aux communes liés à la suppression de la DSC pour 0,5 M€ ;
- au secteur de l'aménagement de l'espace communautaire pour 0,53 M€ ;
- au soutien aux clubs sportifs de haut niveau pour 0,48 M€.

□ **Des contributions à des organismes de regroupement pour 15,78 M€ :**

- 15,6 M€ au profit du SIVOM pour le traitement et l'élimination des déchets, en légère augmentation par rapport au BP 2015 ;
- 70 K€ au profit du syndicat mixte de l'Aérodrome ;
- 65 K€ pour le SM4, syndicat auquel adhère la commune de Wittelsheim ;
- 48,6 K€ pour le Pôle métropolitain.

□ **Une évolution maîtrisée de la participation d'équilibre au budget annexe des transports urbains** qui baisse de 20,82 M€ au BP 2015 à 19,76 M€ au BP 2016.

Chapitre 011- Charges à caractère général

Ce chapitre regroupe les crédits nécessaires au fonctionnement des services, à l'accomplissement de leurs missions ainsi que des prestations rendues à la population.

Ces charges représentent 29 613 851 € en 2016 en baisse de 1% par rapport au BP 2015. Ce chapitre tient compte de la gestion d'une nouvelle compétence, le site de DMC pour un montant de 344 K€.

A périmètre constant, l'évolution entre 2014 et 2015 serait en baisse de 2,15 %.

La baisse constatée sur ce chapitre a été rendue possible grâce au travail

d'optimisation des ressources mené, alors même que la collectivité subit l'impact de facteurs exogènes.

L'essentiel de ces dépenses est constitué par :

- la mise en œuvre de la collecte des ordures ménagères, du parc auto et de la propreté sur le territoire communautaire pour 8,3 M€ (hors frais de personnel et charges liées au traitement et à l'élimination des déchets) ;
- la gestion des activités périscolaires et petite enfance pour 4,78 M€ ;
- la gestion des équipements nautiques de la communauté, de la patinoire et des divers équipements sportifs pour 4,63 M€ dont le centre sportif pour 631 K€ ;
- le développement économique et l'emploi pour 2,84 M€ ;
- le fonctionnement du parc zoologique et botanique pour 1,94 M€ ;
- les services fonctionnels de la collectivité pour 1,76 M€ ;
- le secrétariat général et la communication pour 0,77 M€ ;
- la gestion immobilière pour 0,84 M€ ;
- les moyens généraux (nettoyage, achats centraux, reprographie) pour 0,82 M€ ;
- les moyens informatiques et les informations géographiques pour 0,84 M€ ;
- l'habitat pour 0,70 M€ ;
- le développement durable et l'entretien des espaces verts pour 0,46 M€.

Chapitre 014 - Atténuation de produits

Ce chapitre, destiné aux reversements de fiscalité, s'élève à 56 922 822 € et comprend quasi exclusivement les attributions de compensation de taxe professionnelle à verser aux communes.

• Opérations financières

Pour 2016 les frais financiers sont estimés à 3,665 M€, au même niveau que le réalisé 2015, sous l'effet de la mise en place à de très bonnes conditions des quatre emprunts réalisés en 2015 (au taux moyen de 2,20 %), dans un contexte de taux d'intérêt extrêmement favorable, et au refinancement de l'emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF, malgré l'augmentation de l'encours à hauteur de 14,4 M€.

Ils se décomposent de la manière suivante :

- 3,33 M€ pour les intérêts de la dette à long terme (encours de dette

de 131,4 M€ au 01.01.2016 avec un taux moyen de 2,70 % et une durée résiduelle moyenne de 14 ans et 3 mois) ;

- 0,185 M€ pour les autres charges financières liées à la dette ;
- 0,15 M€ pour les frais financiers relatifs à l'utilisation des lignes de trésorerie.

B - Dépenses et recettes d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de Fonctionnement et d'Investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

Il s'agit pour l'essentiel d'opérations liées à la constatation de dotations pour l'amortissement des immobilisations, à l'inscription de provisions ou à des écritures liées aux opérations pour compte de tiers.

II – Section d'Investissement

Le total de la section est équilibré à 49 560 241 €.

L'autofinancement et les financements extérieurs demeurent les premières ressources de financement de la section d'investissement.

A - Opérations réelles

• Recettes

1) AUTOFINANCEMENT

L'autofinancement prévisionnel s'élève à 10 285 489 € soit 6,2 % des recettes réelles de fonctionnement.

2) DETTE

Le recours prévisionnel à l'emprunt s'élève à 25,46 M€ contre 23,9 M€ au BP 2015 et un recours effectif à l'emprunt de 20 M€ en 2015.

3) SUBVENTIONS

Les subventions se montent à 6 147 029 €.

Les principales sources de financement au titre des dotations et participations pour 2016 sont :

- les aides du Département : 2 631 848 € ;
- les aides de la Région : 1 217 679 € ;
- les aides de l'Etat ou des établissements nationaux : 1 710 509 € ;
- les fonds européens pour : 86 993 € ;
- les aides diverses de 500 000 € en lien avec des projets au titre de la transition énergétique.

4) DOTATIONS ET FONDS DIVERS

Il s'agit exclusivement de la dotation au titre du FCTVA pour 2 370 000 €.

5) PRODUIT DES CESSI ONS

Il s'élève à 696 775 € et concerne la commercialisation de la ZAE de Dietwiller ainsi que la cession de terrains ou l'échange de biens.

• Dépenses

Ainsi que cela a été annoncé dans le Débat d'Orientation Budgétaire, la programmation des investissements pour la période 2015 – 2020, arrêtée à l'occasion du pacte fiscal 2015, a été réduite de 20 %. Le montant global des investissements envisagés sur la période ressort ainsi à 158,6 M€.

Pour l'année 2016, le total des dépenses réelles de l'exercice est de 48 522 211 € et se décompose comme suit :

1) LES INVESTISSEMENTS PLURIANNUELS ET LES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

Le total de ces investissements se monte à 30 354 109 € et se décline selon les axes suivants :

- investissements en programmation pluriannuelle pour 15 694 467 € ;
- fonds de concours pour 14 659 642 €.

Le détail des opérations programmées figure dans les tableaux ci-après :

<i>En M€</i>		BP 2016 Travaux	BP 2016 Fonds de concours	Total
Aménagement et infrastructures communautaires	Serm parking gare	0.03		
	Route Marie Louise	0.02		
	Voie sud gare TGV		5.60	
	Pistes cyclables	0.35	0.21	
	Rocade Nord et sillon mulhousien		0.48	
	Gare Dornach	0.45		
	Site DMC	1.50		
	Réseau ferroviaire	0.18		
	Plan prévention risques techno.	0.80		
	TGV		0.37	
	Sous total	3.33	6.65	9.98
Périscolaire, petite enfance	Péri Reiningue	0.45		
	Péri Pulversheim	0.45		
	Péri Les Erables	0.21		
	Péri Montaigne	0.54		
	Péri divers sites	0.79	1.70	
	Péri Rixheim Napoléon		0.17	
	Péri Rixheim Entremont		0.14	
	Péri Dietwiller		0.50	
	FDC petite enfance		0.11	
	Divers petite enfance	0.50		
	Eglantines Riedisheim	0.45		
Sous total	3.39	2.62	6.01	
Développement éco, recherche, université	Bibliothèque université	4.50		
	FDC divers Université		0.38	
	FDC Parc Expo		0.20	
	Centre conférences		0.20	
	Aménagement ZAC		2.39	
	Sous total	4.50	3.17	7.67
Equipements sportifs communautaires	Entretien et rénovation piscines	0.30		
	Centre canoë kayak	1.10		
	Hangar canoë	0.30		
	Rénovation stade nautique	1.50		
	Centre sportif	0.30		
	Divers	0.10		
	Sous total	3.60	0.00	3.60
Attractivité, développement durable et habitat	Aide pierre	0.07		
	Transition énergétique	0.50		
	Rénovation zoo	0.30		
	Développement durable et attractivité		0.06	
	FDC habitat		0.80	
	FDC Musées sans frontières		1.15	
	Sous total	0.87	2.01	2.88
Divers	Investissements sur le patrimoine communautaire et fonds de concours divers		0.21	0.21
Total des invest pluriannuels		15.69	14.66	30.35

En M€	Objet	BP 2016
Investissements à caractère annuel	Investissements annuels travaux	1.95
	Investissements annuels mobilier	2.55
	Investissement foncier	0.10
	Investissement financier	3.14
	Sous total	7.74
Total des invest 2016		38.09

2) LES INVESTISSEMENTS ANNUELS- TRAVAUX

Ils s'élèvent globalement à 1 950 000 €, quasi stables par rapport au BP 2015.

3) LES INVESTISSEMENTS ANNUELS – MOBILIER

Ils s'élèvent globalement à 2 550 000 €, montant presque identique à celui du BP 2015.

4) LES INVESTISSEMENTS FONCIERS

Ils s'élèvent globalement à 101 302 € et comprennent l'acquisition de terrains ou de constructions.

5) DÉPENSES FINANCIÈRES : 13 566 800 €

Le remboursement en capital de la dette pour 10 429 400 € représente la part la plus importante de ces dépenses. Figure aussi le renouvellement de l'avance de trésorerie de 3 M€ à la SERM (même montant inscrit en recette).

B - Opérations d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement sont le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. En effet, le total des recettes d'ordre est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement, et celui

des dépenses d'ordre aux recettes d'ordre de fonctionnement. Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections.

2^e partie : Examen des Budgets annexes

Les budgets annexes de m2A sont au nombre de deux :

- le budget annexe du Chauffage Urbain regroupant les Centrales Thermiques de l'Illberg et de Rixheim ;
- le budget annexe des Transports Urbains.

I - Budget annexe du Chauffage Urbain

Ce budget s'équilibre en dépenses et en recettes à 11 706 952 € contre 11 034 140 € en 2015.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à 9 349 172 €.

Les dépenses comprennent principalement :

- les achats d'énergie pour 5,45 M€ ;
- les charges de personnel pour 0,75 M€ ;
- les amortissements pour 0,87 M€ qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie ;
- l'autofinancement complémentaire servant à financer la section d'investissement pour 0,71 M€ ;
- les intérêts des emprunts pour 0,3 M€.

Les autres dépenses sont essentiellement constituées des charges courantes d'exploitation à hauteur de 1,27 M€ (357 K€ de maintenance, des études et des prestations, des fournitures diverses, assurances, entretien, impôts et taxes pour le reste...).

Les recettes de la section de fonctionnement s'élèvent à 9 349 172 € et sont constituées pour l'essentiel de :

- la vente de chaleur pour 6,03 M€ ;
- la vente d'électricité pour 3,13 M€.

B - Section d'Investissement

Equilibré en dépenses et en recettes, le budget d'investissement s'élève à 2 357 780 €.

Les principaux investissements sont constitués par :

- les travaux liés au raccordement de la centrale de l'Illberg aux hôpitaux pour 0,4 M€ ;
- le raccordement du Learning Center pour 0,17 M€ ;
- des travaux d'amélioration de la chaufferie de l'Illberg pour 0,15 M€ ;
- des travaux divers d'amélioration de la centrale de Rixheim pour 0,3 M€ ;
- le remboursement de l'emprunt pour 1,19 M€ ;
- des écritures d'ordre pour 95 K€.

Les investissements prévus sont financés par :

- l'emprunt à hauteur de 0,2 M€ ;
- des subventions de différents partenaires pour 0,58 M€ ;
- la dotation aux amortissements et l'autofinancement complémentaire provenant de la section de fonctionnement pour 1,58 M€.

II - Budget annexe des Transports Urbains

Le Budget annexe des transports s'élève globalement à 81 941 075 € en 2016 contre 80 760 666 € en 2015.

A - Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 62 548 720 €.

Les dépenses réelles comprennent principalement :

- 36 M€ pour la DSP Solea et 1,6 M€ pour la DSP ex Domibus. Ces DSP sont respectivement en hausse de 2,56% et de 5,06% par rapport aux réalisations 2015 ;
- 6,3 M€ pour les crédits-bails mobiliers et immobiliers ;
- 0,91 M€ de redevances et droits de passage ;
- 1,16 M€ pour les subventions d'équipement (Région, organismes divers, communes) ;
- 2,4 M€ pour les frais financiers de la dette en baisse de 200 K€ par rapport à 2015 ;
- 1,5 M€ pour le remboursement de la taxe de versement transport ;

- 0,92 M€ de frais divers (études, maintenance, entretien...) ;
- 0,50 M€ pour les frais de personnel ;
- 0,46 M€ de taxe foncière ;
- 0,14 M€ de subvention à la Région.

Les recettes réelles de la section d'exploitation sont constituées par :

- le versement transport estimé à 36,1 M€ contre 35,2 M€ au BP 2015 et une réalisation effective en 2015 de 35,2 M€. L'évolution intègre une hausse du taux de VT au 1^{er} juillet 2106 de 1,89 % à 1,94 % ;
- une compensation versement transport de l'Etat de 0,7 M€ liée au relèvement du seuil de 9 à 11 salariés ;
- la contribution versée par le budget général de la Communauté qui est de 19,76 M€, contre 20,82 M€ au BP 2015, soit une baisse de plus de 5 % ;
- une subvention du Conseil Départemental de 1,94 M€, en baisse de 5,6 % par rapport au BP 2015 ;
- une participation de l'Etat pour 0,6 M€ ;
- une subvention de la Région de 0,35 M€ ;
- une participation de Mulhouse de 0,22 M€ pour la mise en place de la navette centre ville.

B - Section d'Investissement

Equilibré en dépenses et en recettes, le budget d'investissement s'élève à 19 392 355 € contre 18 946 929 € au BP 2015.

Les dépenses d'investissement se décomposent en :

- 1,95 M€ pour l'achat des bus dans le cadre de la DSP ;
- 37 K€ pour les travaux sur bâtiments ;
- 0,24 M€ pour des frais d'études divers ;
- 0,55 M€ pour l'aménagement de voirie dans les communes
- 2,7 M€ de travaux et d'aménagements divers ;
- 9,75 M€ de remboursement du capital de la dette ;
- 4,17 M€ destinés aux écritures d'ordre (transferts de subventions d'équipements en section de fonctionnement et charges à étaler sur plusieurs exercices).

Les investissements prévus sont financés grâce à :

- 4,43 M€ de recours à l'emprunt, dotation inférieure à celle du BP 2015 (5,4 M€). Aucun emprunt n'a été contracté au titre de 2015 ;
- 2,1 M€ de créances sur transfert de droit à déduction de la TVA ;
- 12,4 M€ d'amortissement et d'étalement de charges.